

**EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE**

(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 7 juin 2023, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (**ANOT/2023-0066**) :

**LA COMMISSION D'URGENCE FONCIERE**

**DIT** qu'il est notoire que Monsieur Madi RACHIDI possède le bien situé sur la commune de Dembéni, section AC, délimité selon le plan annexé (Cf. annexe 2) établi par Monsieur Gilles ROSSIUS, géomètre-expert, ce depuis le 26 septembre 1991 (soit pendant 30 ans révolus) dans les conditions des articles 2261 à 2272 du code civil.

[...]

**ORDONNE** que, dès réception du numéro de parcelle cadastrale, l'identité du bien soit complétée, au vu de la décision du cadastre, par la directrice du GIPL-CUF selon bordereau joint au présent acte, afin de mise en œuvre des mesures d'inscription et de publicité ;

**RAPPELLE** que le présent acte est attaquant dans les conditions rappelées à l'article III.2 du présent acte.

L'identité du bien a été précisé par bordereau en date du 10 décembre 2023, joint à l'acte de notoriété.

**I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE**

- Prénom (dans l'ordre de l'état civil) et noms : Monsieur Madi RACHIDI
- Domicile : 144, rue du collège, 97670 Chiconi
- Date et lieu de naissance : 1<sup>er</sup> février 1961 à Chiconi (Mayotte)
- Profession : Agent administratif à la DEAL
- Statut de droit commun ou droit local : Droit local
- Etat (célibataire, marié, pacsé, divorcé, veuf) : Marié le 19 novembre 1990
- Régime matrimoniale adopté : Mariage de rite musulman inscrit à l'état civil
- Nom du conjoint : Madame Sandati HALIDI
- Indication de sa capacité juridique : Pleine

**II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE**

Situation : Commune de DEMBENI.

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
AC	182	Ongojou – Commune de Dembéni	1h33a08ca

Cette parcelle est à extraire du titre foncier n°25.

**III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES**

1<sup>er</sup> alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

« ... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil »